Dans une circulaire parue le 2 juillet, le ministre Geffray annonce l'instauration à la rentrée 2026 d'une *« cérémonie commémorative annuelle d'hommage à tous les « morts pour la France » dans chaque école élémentaire, collège et lycée, publics ou privés sous contrat »* qui se tiendra *« au choix de l'établissement, dans les quatre jours précédant ou suivant le 11 novembre. ».*

La circulaire explique que *« l'École a pour mission de permettre aux élèves de devenir des citoyens conscients de partager une destinée commune »*. Puis elle précise que cette cérémonie *« participe de la cohésion nationale, dans un environnement international marqué par des formes renouvelées de conflictualité ».*

Les directeurs d'école, les chefs d'établissement pourront *« mobiliser des enseignants »*, mais aussi faire appel à des réservistes opérationnels ou citoyens, des associations du monde combattant, des élus locaux, en particulier le correspondant défense de la commune.

Le ministre poursuit l'utilisation de l'École dans la marche à la guerre décidée par le gouvernement Macron. Après la mise en place des « classes défense », « cadets », « cordées » ou autres partenariats Ecole/Armée, après le *« guide pour acculturer les jeunes à la Défense »*, après l'échec du SNU puis le SNV, il cherche à poursuivre la militarisation de la jeunesse, sa mise au pas. Cette nouvelle étape s'inscrit dans les propos du général Mandon, repris par le président Macron, qui demandait l'année dernière aux Français d' *« accepter le risque de perdre ses enfants et de souffrir économiquement ».*

La CGT Educ'action 17, la FNEC FP-FO 17, le SNES-FSU 17, SUD Education 17 et le comité 17 contre la militarisation refusent l'idée d'une *« destinée commune »* dans la guerre. Au concept de *« mort pour la France »*, nous répondons par la citation de l'écrivain Anatole France : *« on croit mourir pour la patrie, on meurt pour des industriels »*. Il n'y a pas de *« destinée commune »* qui tienne avec les fauteurs de guerre ! Le rôle de l'École, les missions des enseignants, c'est d'instruire les jeunes pour en faire des citoyens libres, capables de réfléchir par eux-mêmes, pas d'organiser des cérémonies pour leur bourrer le crâne avec une mémoire officielle patriotique gonflée de récits guerriers. Nous

refusons ce dévoiement des missions de l'Ecole et de préparer les élèves à accepter de mourir pour une prochaine boucherie vers laquelle le gouvernement veut nous mener.

Si le ministre veut que les élèves acquièrent une *« culture commune »* historique, littéraire, scientifique leur permettant de comprendre le monde, il n'a qu'à répondre aux revendications des jeunes mobilisés depuis maintenant un mois :

- annuler les 4 000 suppressions de postes d'enseignants de la rentrée 2026, les 1588 prévus pour la rentrée 2027 et créer les postes nécessaires,
- abroger *Parcousup*, *Mon Master*, la réforme des lycées généraux, technologiques, la réforme de la voie professionnelle et les réformes associées,
- débloquer les moyens pour réaliser les travaux nécessaires dans les établissements.

Le gouvernement doit répondre aux revendications de l'ensemble de la population : de l'argent pour l'Ecole, pour la Santé, pour les services publics, pour les salaires, pas pour la guerre !

La CGT Educ'action 17, la FNEC FP-FO 17, le SNES-FSU 17, SUD Education 17 et le comité 17 contre la militarisation exigent le retrait de la circulaire « 11 novembre », l'arrêt de tous les dispositifs de militarisation de l'École, l'arrêt de la mise aux pas des élèves, que ce soit par les dispositifs mis en place ou par la répression institutionnelle. Nous invitons les personnels à se réunir et à prendre position collectivement pour le retrait de cette circulaire. Nous soutiendrons tous les personnels qui refuseront de participer à la mise en place de cette cérémonie d'embrigadement de la jeunesse.

Nous rappelons que des préavis de grève couvrent toutes les initiatives qui seront décidées par les personnels.

La Rochelle, le 1er novembre 2026